

«On ne va pas se priver d'occuper des endroits qui détruisent la planète» : une usine de pesticides bloquée pour dénoncer la loi Duplomb

Maxime Pionneau

Les Soulèvements de la Terre et la Confédération paysanne se sont mobilisés devant l'usine Phyteurop, dans le Maine-et-Loire, pour lutter contre la proposition de loi, qui revient au Parlement lundi 30 juin et prévoit notamment la réintroduction d'un néonicotinoïde interdit.

Le jour est à peine levé qu'une ribambelle de véhicules prend la direction de la zone industrielle de Montreuil-Bellay, commune dans le sud-est du Maine-et-Loire. Objectif : l'usine Phyteurop, «*un des leaders européens de son secteur*», lit-on sur le site internet de cette entreprise spécialisée dans «*la formulation et le conditionnement de produits agrochimiques*». En clair, des produits au suffixe «cide» : fongicides, herbicides, insecticides. Le rendez-vous de cette action (coorganisée par les Soulèvements de la Terre, la Confédération paysanne, Extinction rebellion et divers collectifs citoyens) était donné sur le parking d'un McDonald's voisin.

Cette opération surprise s'inscrit dans le cadre des mobilisations écologistes et paysannes [contre la proposition de loi Duplomb](#), portée par [le sénateur Les Républicains \(LR\) du même nom](#). Après avoir [été rejetée par l'Assemblée nationale](#), la loi, qui veut «*lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur*», sera étudiée en commission mixte paritaire lundi 30 juin. Au programme ? La réintroduction de l'acétamipride (de la famille des néonicotinoïdes, interdits depuis 2018), le relevage du nombre de poulets et de porcs nécessitant une étude d'impact environnemental ou encore des facilités accordées pour la construction de mégabassines.

A Montreuil-Bellay, cinq tracteurs et une centaine de personnes bloquent l'entrée du site classé Seveso seuil haut. Des palettes passent de main en main et une barricade se forme. Alors que les manifestants exigent l'arrêt du travail, le directeur adjoint – gilet haute visibilité et doudoune sans manches sur le dos – argue que «*pour des raisons de sécurité, on ne peut pas vous laisser entrer*». Dans cette immense cour bétonnée, on distingue des cuves de plastique cubiques et vides. «*On ne va pas se priver d'occuper des endroits qui détruisent la planète*», lance une femme au micro. Finalement, le travail s'arrête et la cour est occupée. Dans la matinée, le sous-préfet passe une tête et les véhicules de gendarmerie s'amoncellent.

Addiction aux produits phytosanitaire

Même si ce vendredi sera une journée à perte, l'activité de Phyteurop est florissante : les données officielles indiquent que leur usine est passée de 73 tonnes de déchets dangereux produits en 2004 à... 2 325 tonnes en 2022. Cette évolution raconte une addiction pérenne aux produits phytosanitaires, et ce, malgré les différents plans gouvernementaux visant à en réduire l'usage. Selon une étude du ministère de la Transition écologique, on est passé de 64,2

millions de tonnes de produits phytosanitaires vendus en 2009 à 68 millions de tonnes en 2022. Sur une banderole, on lit : *«Phyteurop, producteur international de cancer.»*

«Comme on est en concurrence sur un marché international, on est obligé d'utiliser les pesticides, dénonce Thomas Gibert, porte-parole national de la Confédération paysanne. Ce ne serait pas compliqué de mettre en place quelques outils de régulation pour éviter ces produits qui bousillent la santé et l'environnement.» Tiphaine Joly, porte-parole départementale du syndicat, s'agace d'une *«logique d'échelle»* induite par cette loi, d'une fuite en avant vers un agrandissement sans fin des exploitations agricoles. *«[Cette loi a été dictée par les dirigeants de la FNSEA](#)»*, juge Thomas Gibert.

«On essaie encore de changer les choses»

Il est 8h45 et on observe deux groupes : chaussures de sécurité contre sandales et chaussures de rando. *«C'est deux mondes différents, c'est tout»*, lâche un salarié. *«C'est contre-productif»*, s'agace un autre, visiblement très fâché d'être payé sans travailler le temps d'une journée. *«Il faut casser les clivages»*, juge Mona, une manifestante. *«On essaie encore de changer les choses, eux n'y croient plus»*, notera-t-elle plus tard, dans une allusion aux employés de l'usine. Un manifestant passe devant un groupe de salariés stoïques : *«Vous voulez un café ? Non ? Personne ?»* Personne.

Pourtant, aux quatre coins de la cour, des discussions naissent. *«On travaille ici par nécessité, ça n'exclut pas d'être d'accord avec cette action»*, glisse un intérimaire d'une trentaine d'années. Lui doit finir à 13 heures et s'inquiète de ne pas pouvoir partir à cause du blocage. *«Ce n'est pas notre idée de séquestrer les employés»*, rassure Thomas Gibert. L'espace de quelques heures, le travail est suspendu : un musicien joue de l'accordéon et les travailleurs écoutent au loin. Midi approche. L'heure du casse-croûte aussi. Thierry, un militant écologiste, raconte : *«Des salariés nous ont dit de ne pas manger là, ça leur est interdit, car il y a trop de choses dans l'atmosphère.»* Trop de choses qui terminent par «-cides». En début d'après-midi, les manifestants ont levé le camp, sans heurts ni arrestation.

[Cet article est paru dans Libération \(site web\)](#)